

Master Droit mention Droit privé spécialité Assurances finalité professionnelle

RNCP18833 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	313, 128g
Code(s) ROME	K1903, C1110
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université Panthéon Assas - Paris 2

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Le Master Assurances forme des juristes spécialistes du droit des assurances de haut niveau dotés également d'une formation approfondie dans les domaines du droit civil en contact direct avec l'assurance, au premier chef la responsabilité civile, ainsi que la transmission des obligations.

Les titulaires du diplôme sont formés aux divers types d'activité susceptibles d'être menées par les professionnels spécialistes des assurances. Ils sont aptes à :

- Recevoir des clients et identifier leurs besoins en matière d'assurances ;
- Souscrire des contrats d'assurance pour le compte d'entreprises d'assurance ou d'assurés ;
- Régler des sinistres ;
- Prendre part aux activités relevant de la direction juridique des entreprises d'assurance ;
- Prendre part aux activités relevant de la direction risques et assurances de grandes entreprises ;
- Assister et représenter en justice des plaideurs dans des contentieux d'assurance ou de responsabilité civile.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Afin d'assurer l'ensemble de ces activités, le titulaire du Master Assurances est apte à mobiliser les connaissances et le savoir-faire nécessaires à la vie professionnelle dans tous les secteurs de l'assurance et de la réassurance. Il est capable :

- d'apporter son expertise juridique en vue d'assurer le montage et le traitement de dossiers d'assurances complexes ou de nature litigieuse ;
- de conseiller les souscripteurs potentiels sur différents produits, souscrire des contrats d'assurance pour le compte d'entreprises d'assurance ou d'assurés ;
- de maîtriser le droit des assurances de dommage et des assurances de personne en vue de concevoir des produits d'assurance ou de donner une expertise sur leur validité ;
- de maîtriser le droit de la responsabilité civile (droit commun et droits spéciaux, en particulier droit à indemnisation

des victimes d'accidents de la circulation) ;

- d'évaluer le préjudice, en cas de recours à une procédure judiciaire, de rassembler les éléments nécessaires à la constitution du dossier en vue d'assister et de représenter en justice des plaideurs dans des contentieux d'assurances ou de responsabilité civile ;
- d'actualiser ses connaissances en matière de lois, règlements, jurisprudence et doctrine en vue de s'adapter aux innovations constantes de la législation et de la jurisprudence ;
- de rechercher et réunir la documentation juridique en vue de procéder à une analyse complète des implications des textes réglementaires et législatifs ;
- de maîtriser les techniques de l'assurance en vue d'exercer un rôle de conseil juridique auprès des directions d'entreprise sur l'analyse et la prévention des risques à assurer ;
- d'apporter son expertise juridique sur des études ponctuelles : évolution du contenu des contrats, rédaction de documents d'information commerciale en vue d'améliorer ou d'élaborer des documents relatifs aux produits d'assurance ;
- de collaborer à la conception de produits d'assurance en vue de développer de nouveaux produits ;
- de rechercher un règlement amiable des litiges en proposant une solution avec recours d'un expert d'assurances en vue de négocier avec les assurés un accord sur le mode d'indemnisation/réparation et le coût correspondant ;
- de procéder au règlement et au recouvrement, en appliquant les règles en vigueur en matière d'assurances ou de législation sociale propre à son domaine.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Ce professionnel travaille dans le secteur des assurances et dans le domaine juridique (responsabilité civile).

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Le diplômé peut assurer tous types d'emplois exigeant un haut niveau de connaissances en particulier en Droit des assurances dans des fonctions d'organisation, de conseil, d'étude et de contrôle de droit.

Le titulaire du Master Assurances peut exercer au sein de :

- Entreprises d'assurance et de réassurance
- Grandes entreprises ayant un secteur « assurances »
- Cabinets d'avocats spécialisés en assurance
- Chargé d'études dans un service juridique.
- Entreprises d'intermédiation en assurance : agents généraux ; courtiers.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 397 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) QDX01 — Employés et techniciens commerciaux des assurances · tension 3/5 (Modérée) QDX02 — Cadres et indépendants commerciaux des assurances · tension 3/5 (Modérée)

Projets de recrutement (BMO 2026)	11 194
Jugés difficiles à recruter	34 %
Emplois saisonniers	6 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats QDX01 — Employés et techniciens commerciaux des assurances QDX02 — Cadres et indépendants commerciaux des assurances

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Le diplôme est délivré sur délibération du jury du master concerné. Le jury est désigné chaque année par le président de l'Université dans les conditions prévues à l'article L.613-1 du Code de l'éducation.

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
-------------------------------------	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/18833/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	1
Montant total engagé	4 700 €
Coût moyen par dossier	4 700 €
Durée moyenne	132 h
Période	01/2020
Reste à charge titulaire	51 %
France compétences	49 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.